

# L'HISTOIRE D'ALAIN PECUNIA, BERNARD FERRI ET GUY BATOUX.

## Trois libertaires français dans les prisons franquistes

Article de Steven Forti publié dans la revue *Atlántica XXII*, mai 2014

Version française

Revue octobre 2014

Comme nous l'écrivions dans un précédent article<sup>♦</sup> Alain Pecunia n'a pas fini de raconter son histoire...

Il a été récemment contacté par la revue *Atlántica XXII*, intéressée par l'histoire de ces trois jeunes Français qui s'engagèrent contre le régime franquiste aux côtés d'anarchistes espagnols, au début des années soixante :

« Il nous semble que très peu de gens (y compris parmi les historiens espagnols) savent ce qui s'est réellement passé. En outre, le cours de la vie de Pecunia, Ferri et Batoux après leur sortie de prison est très étrange. Les deux accidents posent question », écrivait Steven Forti, avant de rédiger son article, dont voici la version française<sup>♥</sup>, assortie d'un petit appareil de notes.

### *Les Giménologues*

« C'étaient des années solaires et de bonheur. C'était super ! Nous voulions faire la révolution. Est-ce que ça en valait la peine ? Oui, certainement, cela en valait la peine ! », déclare, affable et jovial, Alain Pecunia au cours d'une conversation téléphonique depuis son appartement parisien. Par ces mots, il résume ses années de jeunesse, au cours de la décennie des années soixante, entre la France de De Gaulle et l'Espagne de Franco. L'histoire d'Alain Pecunia est peu connue de ce côté-ci des Pyrénées bien que sa vie soit étroitement liée à l'Espagne et à l'antifranquisme. En 2004, il a raconté ces années-là dans *Les Ombres ardentes. Un Français de 17 ans dans les prisons franquistes*. « On parle beaucoup des intellectuels qui luttèrent contre Franco, mais très peu des ouvriers et des paysans. C'est pour cela que j'ai écrit ce livre, commente-t-il. J'étais avec les paysans de Valence et les mineurs de Mieres dans la prison de Carabanchel. C'est à eux que je dédie *Les Ombres ardentes*, pour que nous n'oublions pas leurs luttes. »

### Un jeune libertaire à Paris

À l'âge de seulement treize ans, Pecunia participe en 1958 à Paris à quelques manifestations contre la guerre d'Algérie, organisées par les Jeunesses communistes. Deux ans plus tard, il se rapproche du groupe « Vérité-Liberté » dirigé par Pierre Vidal-Naquet, et du cercle libertaire Louise-Michel, des humanistes fans de Léo Ferré, ainsi qu'il s'en souvient dans son livre. Au début de l'année 1961, un Pecunia encore « républicain rebelle et romantique » fait la connaissance d'un exilé espagnol, Paco Abarca<sup>1</sup>, avec lequel il constitue une section anti-OAS, l'organisation terroriste

---

♦ <http://gimenologues.org/spip.php?article583>

♥ Une version sans notes est parue dans *Le Monde Libertaire* de la mi-juin 2014.

<sup>1</sup> [Abarca Ruiz, Francisco. Né le 19 décembre 1938 à Lassana-Fontlloga (Lerida) - Mécanicien - FIJL-MLE - CNT. Exilé en France lors de la retirada et interné au camp d'Argelès avec son père Francisco Abarca Gómez. Francisco apprend ensuite la mécanique et adhéra à l'âge de 15 ans à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) en exil ainsi qu'à la CNT française. À partir de 1954, il participa à la lutte

d'extrême droite dirigée par le général Salan, créée depuis le référendum d'autodétermination pour l'Algérie. Par l'intermédiaire d'Abarca, Pecunia sera introduit dans le milieu des Espagnols libertaires exilés en France. Au cours des mois suivants, il rencontrera Octavio Alberola<sup>2</sup> et Luis Andrés Edo<sup>3</sup>.

C'étaient les années où la CNT, après le congrès de Limoges de l'été 1961, s'était réunifiée et avait décidé de constituer – non sans rencontrer d'oppositions, comme celle de Federica Montseny – le groupe de Défense Intérieur [D. I.], un organisme secret ayant comme objectif de relancer la lutte contre le franquisme et auquel appartenaient aussi bien de vieux leaders anarchistes (Cipriano Mera et Juan García Oliver) que des éléments de la nouvelle génération (Alberola). Les premières actions étaient prévues pour le printemps et l'été 1962. La Fédération ibérique des Jeunesses libertaires (FIJL) entreprit une série d'actions symboliques contre des intérêts touristiques espagnols, comme les banques, les avions et les agences de la compagnie Iberia, pour obliger la presse française et internationale à parler du régime franquiste.

Pecunia s'implique de plus en plus. Aux mois de juin et juillet 1962, il participe, avec deux autres Français, François Poli et Jacques Noël, à une série d'actions en Espagne. En moins de deux mois, il franchit la frontière au moins trois fois en passant par Hendaye ou La Junquera – voyageant en train ou en autocar – pour apporter du matériel à un camarade à Barcelone et pour observer les contrôles de la police franquiste. C'est l'époque où opère le groupe de Jorge Conill<sup>4</sup>, qui pose trois bombes à Barcelone dans la nuit du 29 au 30 juin 1962. Peu après la tentative d'assassinat de Franco à Saint-Sébastien par un groupe coordonné par les mêmes Mera et García Oliver, Conill est arrêté et condamné à mort. Il faudra une campagne internationale de protestation, d'où se détachent un message de Paul VI à Franco et l'enlèvement du vice-consul espagnol à Milan, Isu Elías, par de jeunes libertaires italiens<sup>5</sup>, pour que le Conseil de guerre finisse par commuer la peine de Conill en condamnation à perpétuité.

---

antifranquiste, effectua plusieurs missions en Espagne. Au début des années 1960, il participait à *Defensa Interior* (DI), l'organisme chargé de la lutte antifranquiste, et participait à la campagne menée contre les intérêts franquistes. Le 11 octobre 1963, il était arrêté en Belgique, sur commission rogatoire du gouvernement suisse qui réclamait son extradition pour sa participation supposée à un attentat commis contre un avion d'Iberia à l'aéroport de Genève. Il était libéré le 12 juin 1964, après vingt-deux jours de grève de la faim et une campagne de soutien menée par le mouvement libertaire. Il obtint le droit d'asile en Belgique, où il fut le responsable de la Délégation extérieure de la FIJL en Belgique. En 1966, il fut à nouveau emprisonné trois mois pour ses activités antifranquistes. Après avoir suivi des études à l'Université libre de Bruxelles, Francisco Abarca Ruiz fut responsable d'un centre pour enfants handicapés à Solières (Belgique). Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article90>.]

<sup>2</sup> [Voir notre article : <http://gimenologues.org/spip.php?article580>.]

<sup>3</sup> [Voir biographie : <http://losdelasierra.info/spip.php?article2173>.]

<sup>4</sup> [Conill Valls, Jorge. Né en 1939 à Barcelone - mort en avril 1998. - FIJL - PCE - Barcelone (Catalogne). Jorge Conill Valls, étudiant en chimie, membre de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL), fut arrêté à Barcelone le 18 septembre 1962 avec Marcelino Giménez Cubas et Antonio Mur Peirón. Ils étaient accusés de trois attentats à la bombe revendiqués par la FIJL et commis le 30 juin 1962 près d'un local de la Phalange situé près de la place Lesseps, contre le bâtiment du Colegio Mayor Monterols et contre le bâtiment de l'Institut National de prévision. Lors du Conseil de guerre (procès n° 71-IV-62) célébré à Barcelone le 22 septembre 1962, Jorge Conill a été condamné à trente années de prison, Marcelino Giménez Cubas à quinze ans et Antonio Mur Peirón à dix-huit ans. Tous trois ont été rejugés le 5 octobre 1962 à Madrid par le Conseil suprême de Justice militaire qui confirmait le premier jugement pour deux des accusés mais condamnait Marcelino Giménez Cubas à vingt-cinq ans. Interné au pénitencier de Burgos, Jorge Conill, en août 1963, adhérait au Parti communiste. Lors des élections municipales de Barcelone en 1983, Jorge Conill a été l'un des trois communistes élus. Fin 1986, alors qu'il était également député provincial, il donnait sa démission de membre du PSUC où il siégeait au Comité exécutif et du comité central du PCE : la direction du Parti acceptera qu'il reste à son poste de député comme indépendant jusqu'à la fin de son mandat en juin 1987. Dans son édition du 3 avril 1998, le journal *L'Indépendant* de Perpignan signalait sa mort survenue à l'âge de cinquante-neuf ans. Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article1806>.]

<sup>5</sup> [Voir notre article <http://gimenologues.org/spip.php?article568>.]

Ce fut à cette époque que Pecunia fit la connaissance de Jacinto Ángel Guerrero Lucas, *el Peque*<sup>6</sup>, alors proche collaborateur d'Alberola à Défense Intérieur et déjà, très probablement, informateur de

---

<sup>6</sup> [Guerrero Lucas, Ángel Jacinto, « Peque ». FIJL – Madrid (Nouvelle Castille) - Toulouse (Haute-Garonne). Né à Madrid en avril 1939, fils d'un policier. C'est à la fin 1960, après avoir formé un groupe de jeunes libertaires dans le quartier de Puente de Vallecas, qu'Ángel Jacinto Guerrero Lucas entra en contact avec la CNT à Madrid. Suite à la chute du Comité national d'Ismaël Rodríguez, il passa en France avec l'aide de Fidel Gorron, et il fut introduit à la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL) par Cipriano Mera. Il participa au plenum de la FIJL à la fin de l'année 1961 et, malgré les mises en garde d'Ángel Carballeira Rejo qui le suspecta rapidement d'être un indicateur, il gagnait la confiance de Roque Santamaría, secrétaire du SI, de Germinal Esgleas et d'Octavio Alberola Surinach, un des responsables de *Defensa Interior* (DI). En juillet 1962, « on lui volait » à Perpignan une valise contenant d'importants documents de l'organisation libertaire et, selon certains, il fut sans doute à l'origine de l'arrestation de Joaquín Delgado Martínez et de Francisco Granado Gata, garrottés à Madrid en août 1963. Ángel Guerrero a participé à de nombreux meetings de l'exil à la fin des années 1960 et fut l'auteur de nombreux articles dans la presse française bourgeoise (*L'Express*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*). En mai 1971, alors que certains l'avaient proposé pour intégrer le SI, il fut l'objet d'une mesure d'expulsion de France : il était alors gérant d'un magasin de meubles à Toulouse après s'être marié avec la fille du marchand de meubles. [ Selon le rapport de Marciano Sigüenza : « De como se introdujo el agente franquista Jacinto Guerrero Lucas en el Movimiento Libertario Español », des années 1990 consultable dans la version espagnole de *Ombres et Hommes*.] Il aurait été par la suite recruté par les services des Renseignements Généraux. Après la mort de Franco, Ángel Guerrero réapparaissait comme collaborateur au ministère de l'Intérieur du socialiste Rafaël Vera dans la lutte contre l'organisation basque ETA.

Œuvres : *Contra esto y aquello : clandestinidad y exilio*, Ed. Picazo, Barcelona, 1979 ; *Entre españoles*, Choisy-le-Roi, s.d. Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article3491>.]

Jacinto Guerrero repart en Espagne en 1979. En février, il fut interrogé par deux rédacteurs d'*Interviú* qui le présentaient comme le « cerveau de l'activisme anarchiste ». En 2011, les mêmes journalistes ont pris la mesure des contre-vérités qu'il leur avait assénées trente ans auparavant. Dans les années 1990, quand le parcours de Guerrero depuis 1983 aux côtés du flic Vera dans la « sale » guerre contre ETA via les GAL fut rendu public, cela renforça rétroactivement les soupçons sur la qualité de son engagement libertaire. Les répercussions en France furent importantes, notamment à partir de la publication en 1991 du livre du RG Jean-Marc Dufourg et de la campagne de presse de *L'Humanité* contre la complaisance - sinon plus - de l'État français dans cette affaire. On apprend que Pasqua protégea *el Peque* des années durant. Du côté de la défense choisie par Guerrero, on peut lire en castillan le dossier de *Diario 16* du 18 octobre 1996 contenant l'« entretien exclusif avec Ángel Guerrero Lucas : “ J'ai négocié avec ETA au nom du gouvernement socialiste. ” Le super-espion qui changea les relations avec la France sur le terrorisme se confie. » Guerrero voulut se laver des « calomnies qui l'accusent d'être un agent double, délateur de ses compagnons anarchistes, confident de la police franquiste, créateur des GAL... ». Mais beaucoup d'erreurs, de forfanteries, de mensonges et de fantaisie émaillent l'article et les déclarations de cet homme qui se présente toujours comme l'ennemi public n° 1 du franquisme dans les années 1960. Un article récent (juin 2011) de Xavier Montanyà alimente de manière détaillée les soupçons qui pèsent sur *el Peque* en remontant jusqu'à ses débuts dans le MLE en 1961 : <http://www.vilaweb.cat/noticia/3899386/20110617/jacinto-guerrero-lucas-lagent-trifasic.html>. En tout cas, en Espagne comme en France, cette affaire n'est pas terminée.

Au bilan, pour Alain Pecunia, c'est un collaborateur de la police. Pour Octavio Alberola aussi : « En 1963, Guerrero Lucas était déjà un informateur de la police et, pour moi, c'est lui qui a provoqué l'arrestation de Delgado et Granado. » (Cf. entretien « Au sujet d'une infiltration ».)

Dans *Garrote vil para dos inocentes*, paru en 1998 (traduit en français par Alain Pecunia et publié en 2003 aux éditions de la CNT-RP), Carlos Fonseca soutient dans le chapitre « La trahison » que les deux suppliciés ont été donnés et cite en tant que suspects I. Martínez d'une part, et Jacinto Guerrero, d'autre part.

Pour Tomás Ibañez et Salvador Gurucharri (in *Insurgencia. Las Juventudes libertarias en la lucha contra el franquismo*, Virus, 2010, p. 125, note 69. Voir version française parue chez Acratie), Guerrero n'est pas un agent des services espagnols en 1961, et ils doutent qu'il ait été recruté par les services français en 1963.

J. J. Alcalde, *Los servicios secretos en España : la represión contra el movimiento libertario español*, Ed. SOV, Madrid, 1995 [<http://fr.scribd.com/doc/115066685/Juan-J-Alcalde-Los-Servicios-Secretos-en-Espana-La-represion-contra-el-movimiento-l>], le considère comme un infiltré dans le MLE dès 1961, mais il n'étaye pas vraiment ses dires.

la police espagnole. Au cours d'un de ses déplacements, à la plage du Canet-sur-Mer, Guerrero Lucas sera le responsable de la disparition d'une mallette qui contenait une bonne partie de l'organigramme libertaire en exil. « Guerrero Lucas ne me plaisait pas comme individu. Il n'avait rien de libertaire, il était très autoritaire et sentait l'informateur, dit Pecunia. Le problème est que les libertaires espagnols de l'exil ne pensaient pas aux infiltrations. Quand on évoquait de possibles infiltrations, cela passait pour de la paranoïa. Il n'y avait pas beaucoup de sérieux. Tout était plein de naïveté.<sup>7</sup> »

---

Guerrero Lucas était présent lors de la réunion interne organisée dans le local de la CNT de Madrid le 17 octobre 2009 pour traiter les contradictions et problèmes soulevés par l'affaire Delgado et Granado. On lui demanda notamment de s'expliquer sur plusieurs points de ses déclarations faites dans le documentaire d'ARTE fin 1996, « Granado et Delgado, un crime légal ». Après la réunion, l'un des organisateurs, Antonio Martín Bellido, conclut, le 28 mars 2010, dans un texte intitulé « Granado et Delgado deux fois victimes » : « Pour moi, la version de Jacinto Guerrero Lucas n'a apparemment ni pieds ni tête, et beaucoup à voir avec la haine qu'il éprouve envers Alberola, et ceci est inacceptable. »

<sup>7</sup> [Quelques cas avérés d'infiltration du MLE :

a) Eliseo Melis Díez, au long passé de militant anarchiste, a fait tomber de nombreux guérilleros avant d'être démasqué en 1946 et liquidé en 1947 par le MLE. <http://losdelasierra.info/spip.php?article5064>.

b) Inocencio Martínez : c'était un agent des services de sécurité franquistes, surnommé par eux « Heredia », et introduit dans le milieu de l'émigration sans doute depuis 1961. Il continuera à saboter les groupes d'action libertaire et à faire tomber les militants jusqu'en 1974, malgré les soupçons de certains. Cf. *Les GARI – 1974. La solidarité en actes : enlèvement du banquier Suarez*, de T. Ariza & F. Coudray, Toulouse, CRAS, 2013, pp. 223-241 : « Au sujet d'une infiltration... », entretien avec Octavio Alberola (en version numérique : <http://gimenologues.org/spip.php?article580>). Lire aussi Vicente Marti, *La saveur des patates douces*, Lyon, ACL, 1998, p. 80 : « Jeune réfugié économique, marié, Martínez était soudeur à Alès. Il était souvent disponible parce que dans la soudure, les gaz provoquent souvent des ulcères d'estomac, et il avait des congés maladie nombreux. À ma connaissance, il est intervenu quelques années plus tard dans une tentative de kidnapping de l'amiral américain à Madrid, pour dénoncer l'appui des USA à Franco. C'est Martínez qui a mis en relation la FIJL et Granado. »

c) Sur le site *Los de la sierra* (<http://losdelasierra.info/spip.php?article2256>) est signalé le cas d'Espinosa Pardo : « José Luis Espinosa Pardo était le fils d'un commissaire de police républicain exilé en Algérie après la guerre civile. Dans les années 1950, il travaillait comme charpentier à Alger et avait été amené à intervenir dans plusieurs casernes de l'armée française. Contacté par le Front de Libération Nationale (FLN), il acceptait de travailler pour eux et de leur fournir des renseignements. Après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, il continuait de travailler pour les services de renseignement algériens. En 1964, il se mettait au service des autorités espagnoles. Son passé « révolutionnaire » lui permettait de s'infiltrer dans les milieux libertaires et de collaborer avec l'organisme conspiratif de la CNT Défense Intérieur (DI) dont il était devenu le délégué en représentation du Mouvement Libertaire d'Afrique du Nord. José Luis Espinosa Pardo fut à l'origine du démantèlement de plusieurs groupes du MLE et en particulier de groupes de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL). » Source : J. J. Alcalde, *op. cit.*

d) Ajoutons le cas *del Rubio* : José Juan Martínez Gómez, 25 ans, dit *el Rubio*, natif d'Almería, membre du syndicat des transports CNT. Il contacte les groupes libertaires fin 1975. Il s'installe ensuite à Perpignan. Il est à l'origine des arrestations en Espagne d'un groupe autonome libertaire de Barcelone et de libertaires français des Pyrénées-Orientales en janvier-février 1978, Bernard Pensiot, Victor Simal et Oscar Magro. Il sera dénoncé comme un infiltré dans la presse cénétiste en juin 1978. Le 25 mai 1981 il participe à l'attaque commando avec prise d'otages de la Banque centrale de Barcelone, 37 heures durant. Et il défrayera la chronique perpignanaise dans une série d'articles parus dans *L'Indépendant du Midi* les 27 et 29 mai 1981 : « Anarchiste à Perpignan, agent double en Espagne » et « *El Rubio* pisté » qui mettront en évidence que cet agent provocateur – en rapport avec un réseau au service de l'extrême droite espagnole de Perpignan – sévissait depuis des années des deux côtés de la frontière.

e) « Edouard Solé, mouchard de Rueda et des groupes autonomes », titre le magazine *Interviú* n° 110 des 22-28 juin 1978. Solé, qui vivait à Perpignan depuis 1973, fut responsable de l'arrestation en octobre 1977 d'Agustín Rueda et de Simon Fernández qui effectuaient un passage de frontière par la montagne. Cet

## L'« Opération Primavera »

Vers la fin du mois de mars 1963, contre l'avis d'Alberola, Abarca demande à Pecunia de participer à une nouvelle opération. C'est le seul des trois Français qui continue d'être actif. Par crainte d'avoir été identifiés, Poli et Noël ont abandonné les actions. Le 3 avril, passant par Toulouse, Pecunia arrive à Barcelone avec deux charges de plastic cachées dans un paquet de sucettes Pierrot Gourmand, ainsi que deux flacons d'acide sulfurique et du chlorate de potassium dans les poches de sa veste. C'était tout ce dont il avait besoin pour fabriquer deux petites bombes. À Barcelone, Pecunia embarque sur un bateau pour Palma de Mallorca, où il séjourne deux jours comme un touriste ordinaire en vacances. Au retour, il place les deux « pétards » sur le *Ciudad de Ibiza* : le premier n'explose pas, mais le second si, avant que le bateau n'atteigne Barcelone. Il n'y a pas de blessés, seulement une petite peur pour une famille américaine en vacances. Pecunia parvient à prendre le train en direction de la France, mais, le 6 avril en fin d'après-midi, il est arrêté à la frontière entre Port-Bou et Cerbère. Il passera deux nuits à la préfecture de police Via Layetana, et environ trois semaines à la prison Modèle de Barcelone : « C'était notre guerre contre le fascisme, dit Pecunia. Mon père avait participé à la Résistance en France et mes aïeux italiens étaient carbonaristes. Tu sais, à vingt ans, on ne songe pas à la vieillesse. »

Le problème, c'est que Pecunia n'était pas seul dans cette opération, bien qu'il ignorât l'identité et les missions de ses camarades. Il était prévu que deux autres jeunes Français passent en Espagne après son retour. Mais cela ne se passa pas ainsi. Guy Batoux arriva à Madrid le même 3 avril, en passant par Hendaye, avec l'objectif de poser une bombe devant l'ambassade des États-Unis. Mais ce jeune de Lyon âgé de 23 ans eut un malaise et fut arrêté le 7 avril avant d'avoir posé les « pétards ». Bernard Ferri, 20 ans, appartenant au groupe trotskyste « Voix ouvrière », fut capturé à

---

indicateur leur avait fourni du matériel explosif et indiqué le passage... Son rôle sera découvert suite aux arrestations de Bernard Pensirot, Victor Simal et Oscar Magro en février 1978.

f) Sans oublier l'itinéraire de Joaquín Gambín Hernández, dit *el Grillo*, un agent infiltré au sein de la CNT, considéré comme l'indicateur le plus efficace dans l'opération de déconsidération du MLE. Responsable de diverses arrestations en janvier 1977 (plus de 50 personnes accusées de reconstruire la FAI), il se distingua comme agent provocateur dans l'incendie de la salle des fêtes Scala à Barcelone lors de la manifestation de la CNT du 15 janvier 1978. Les autorités politiques espagnoles tentèrent de rendre responsables de l'incendie les organisations CNT et FAI qui s'opposaient au Pacte de la Moncloa. Grâce à ses informations, la police a pu arrêter le groupe qu'elle accusa de l'attentat. « Notre journal de l'époque (les pages en français d'*Espoir*) avait dénoncé les agissements de cet auxiliaire de police – et de quelques autres qui infiltraient la CNT –, avant même son incendie criminel », écrivait la CNT de Toulouse. Dès les premières détentions dans cette affaire, Gambín disparaît de Barcelone. Il sera finalement arrêté en 1981, après un échange de coups de feu avec la police à Valence. L'affaire Scala s'ouvre à nouveau avec un deuxième procès en décembre 1983 ; il n'y a qu'un seul accusé : Joaquín Gambín. Le verdict le condamne à sept ans de prison pour s'être rendu à la manifestation avec des armes et pour préparation d'explosifs. Voir l'abondante bibliographie *in* [http://fr.wikipedia.org/wiki/L'Affaire\\_Scala](http://fr.wikipedia.org/wiki/L'Affaire_Scala) ; et le document publié en 2013 par Dolidier Arnaud : « L'affaire Scala et les anarchistes pendant la transition démocratique espagnole : représentations sociales du désordre pour une construction effective de la société », *in* n° 3 de la revue *Essais* de l'école doctorale Montaigne Humanités de Bordeaux (33).

Pour un survol général sur la « guerre sale contre MLE », on peut consulter Alcalde (1995), chapitre IV : « *La Guerra Sucia contra el Movimiento Libertario Español* ». Il commente ainsi les éléments qu'il fournit sur la répression subie par le MLE durant la transition et son importance due en grande partie au rôle des infiltrés : « Le lecteur pourra se faire une idée du prix élevé payé par le mouvement anarchiste ibérique pour maintenir une position de rupture vis-à-vis du régime franquiste et avec la monarchie des Bourbons qui lui a succédé. La plupart des partis politiques traditionnels de gauche, effectuant un virage à 180° par rapport à leurs anciennes revendications, parièrent sur la “ réconciliation nationale ”. [...] La signature du Pacte de la Moncloa sera le premier des faux-pas de l'histoire de la transition. »

Valence le 8 avril alors qu'il était sur le point de poser une bombe devant l'agence d'Iberia. « Un garçon sérieux », ainsi que le définit alors la presse française. Dans la première lettre qu'il écrivit à sa famille depuis la prison de Valence, le 14 avril, Ferri expliquait franchement qu'il « est inutile d'avoir des regrets : ce qui a été fait est fait. Je suis là pour des raisons politiques : j'ai posé une bombe contre le régime d'ici. Mais étant donné qu'il y a un mouchard dans l'organisation en France, j'ai été pris à la gare juste avant mon retour en France ». Il y avait également un quatrième homme qui ne fut jamais arrêté ni identifié. Ce mystérieux personnage s'était rendu à Alicante et il put repasser la frontière le 9 avril sans grands problèmes<sup>8</sup>.

### **Dans les prisons franquistes**

Le régime franquiste considère les trois Français comme un commando, ce qui lui permet de les juger en Conseil de guerre sommaire mené par le juge instructeur Antonio Balbas Planelles. C'est une période sensible où le franquisme fait preuve de toute sa cruauté. Julián Grimau est exécuté le 20 avril et, au matin du 17 août, c'est au tour des jeunes libertaires Francisco Granado et Joaquín Delgado<sup>9</sup>, accusés, sans preuve aucune, d'avoir placé fin juillet deux bombes à la Direction générale de la police et au siège central du Syndicat vertical franquiste. Pecunia, Ferri et Batoux se trouvaient déjà à la prison de Carabanchel début août. C'est là qu'ils firent connaissance en attendant le Conseil de guerre. La cellule de Pecunia se situait juste au-dessus des cachots où séjournèrent à peine plus d'une semaine Delgado et Granado : « Ils partirent très très seuls à la mort, se souvient Pecunia. Avec tous les autres détenus politiques, nous prîmes le deuil durant une semaine. »

Le Conseil de guerre finit par se tenir à Madrid le 17 octobre calle del Reloj. La sentence était prévue à l'avance. Seul l'avocat de Batoux, Alejandro Rebollo, qui avait été le défenseur de Grimau, fit son travail. Trente ans et un jour pour Ferri, deux peines de douze ans et un jour pour Pecunia et quinze ans et un jour pour Batoux. Le consul français à Madrid intervint directement mais sans parvenir à obtenir une réduction des peines.

Les trois furent envoyés dans trois prisons distinctes, Cáceres, Carabanchel et Burgos. Pecunia restera quasiment deux années dans la prison madrilène : « La prison était l'école de la révolution, comme on disait à cette époque », se souvient-il. Dans la sixième galerie, en 1964, il y avait environ 250 détenus politiques. En ce lieu, il rencontre les mineurs asturiens, les communistes du Levant, quelques catalans du PSUC, d'autres libertaires – comme l'Écossais Stuart Christie et les trois membres de l'Alliance syndicale ouvrière [ASO], Francisco Calle Mancilla *Florián*<sup>10</sup>, José Cases

---

8 Il s'agit de X, un Français qui avait pris le même train que Bernard Ferri à Toulouse, Ferri s'arrêtant à Valence et lui continuant sur Alicante où il posa sa bombe (dont on ne sait si elle a explosé ou pas). Le lendemain matin, le 9 avril, il prit le train pour la France et fut interrogé une heure durant par la police politique espagnole en gare de Barcelone. Avant de le laisser libre de poursuivre son voyage, celle-ci lui montra trois photos (qui n'étaient pas anthropométriques) de jeunes gens, plus tard identifiées par X comme étant celles de Ferri, Batoux et Pecunia. C'est ce qu'il a dit à Alain dans les années 1970 quand ils se revirent (ils avaient fait connaissance lui et Alain en septembre 1965). X relata aussi ce fait en 2013 à la compagne de Ferri, Jacqueline, qui lui avait demandé une entrevue, dans le cadre de la rédaction d'un livre sur Bernard Ferri. Elle lui a demandé ensuite des précisions sur ces photos et sur la date à laquelle il avait contacté Bernard pour partir en mission, juste après avoir été lui-même recruté par Paco Abarca. Ces questions sont restées sans réponse pour l'instant. »

9 [Voir biographies : <http://losdelasierra.info/spip.php?article3442> et <http://losdelasierra.info/spip.php?article2008>.]

10 [Calle Mancilla, Francisco. Pseudos : « Florián y Moreno ». CNT. Condamné à 20 ans de prison après la guerre. Après le démantèlement en octobre 1961 du Comité national CNT présidé par Ismael Rodríguez Ajax, Francisco Calle fut nommé à un nouveau CN. En février 1963, Francisco Calle remplaça C. Damiano en tant que secrétaire du CN-CNT dont le siège était à Barcelone. Fondateur de l'Alliance Syndicale Ouvrière (ASO, en 1961 ou 1962), il était membre de son comité de coordination et délégué aux affaires extérieures. Il effectuait plusieurs voyages, en particulier en Allemagne et en Belgique, afin d'obtenir du soutien et de l'aide des syndicats IG-Metal et de la Fédération Internationale des Ouvriers Métallurgistes (FIOM), dépendant de l'AFL-CIO. Arrêté le 7 février 1964 avec Agustín Mariano Pascual et José Cases Alfonso, Francisco Calle a été jugé à Madrid le 4 août 1964 et condamné à six ans de prison pour « propagande illégale », six mois pour « association illicite » et à 100 000 pesetas d'amende. Le délit de

Alfonso<sup>11</sup> et Mariano Agustín Sánchez<sup>12</sup> – ainsi que plusieurs membres du « Felipe<sup>13</sup> », comme Nicolás Redondo et Nicolás Sartorius. « En prison, nous étions tous des camarades, bien qu'il y eût des divergences politiques », souligne-t-il.

## D'étranges accidents

Les pressions françaises se font chaque fois plus fortes : le gouvernement de Charles de Gaulle, plusieurs sénateurs et de nombreux intellectuels interviennent publiquement ou envoient des lettres au gouvernement franquiste. Parmi eux, l'ancien collaborateur Alfred Fabre-Luce, qui avait de très bonnes relations avec Manuel Fraga alors ministre de l'Information et du Tourisme. *Le Monde* consacre plusieurs articles à cette histoire. Pour Pecunia, cela s'explique car « nous étions de jeunes petits-bourgeois et que les peines étaient très fortes. Par ailleurs nous étions anarchistes et cette droite-là distingue les communistes des anarchistes ».

Sur suggestion du consul français, Pecunia signe en juillet une demande de grâce, qui lui est accordée, et il sort de prison le 17 août. Son retour en France fut discret : cette discrétion était la condition pour que ses deux camarades puissent sortir également le plus tôt possible des prisons franquistes. Mais Ferri et Batoux devront attendre. Au cours des mois suivants, Pecunia poursuit son activisme politique en participant au Comité Espagne libre et en préparant une liste de la gauche non communiste pour les prochaines élections municipales, fréquentant dans le même temps le futur groupe du 22-Mars de Daniel Cohn-Bendit. Par ailleurs, il fait la rencontre de l'exilé espagnol José Pascual Palacios<sup>14</sup>, qu'il verra chaque semaine durant une année.

---

« propagande illégale » s'appuyait sur la diffusion du bulletin clandestin *Vortice*, dont au moins 4 numéros avaient été publiés entre septembre 1962 et l'été 1963. Francisco Calle fut remplacé à la tête du CN-CNT par Cipriano Damiano González. Remis en liberté de la prison de Burgos en 1966, il vivait en 1970 à Barcelone, où il était toujours le secrétaire de l'ASO et avait signé un pacte avec Martínez Amutio de l'UGT. Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article1164>.]

11 [Cases Alfonso, José, né en 1921, fils de militants cénétistes de Catarroja – José Cases Olmos et Francisca Ballester, qui seront tous deux fusillés à la fin de la guerre civile –, José Cases émigra en Catalogne où il militera toute sa vie. En 1947, il était le secrétaire à l'information du Comité Régional catalan de la CNT. Il fut arrêté en mai avec les autres membres du CR, Hermes Piquer Fargas, Juan Figueras, Eduardo José Esteve Germen, Tomás Latre, Gines Camarasa et Domínguez. Dans les années 1960, il était membre des syndicats verticaux (CNS) et aussi de l'ASO. Arrêté le 7 février 1964 et accusé d'avoir imprimé les journaux clandestins de la CNT et de l'ASO (*Vortice*), il a été condamné à Madrid le 4 août à cinq ans de prison et 25 000 pesetas d'amende pour « propagande illégale ». Il était alors le secrétaire de presse et propagande d'un comité régional de la CNT. José Cases a été ensuite président du syndicat des spectacles de la CNS. Il a participé le 29 février 1976 à l'assemblée confédérale de Sants où fut reconstruite la CNT. Arrêté le 23 février 1979 lors de l'affaire « Viola-Bulto », il a été remis en liberté sous caution le 7 juin. À partir de 1980, il faisait partie de la CNT dite rénovée qui deviendra ultérieurement CGT. Il était en 1993 le secrétaire du syndicat des spectacles CGT de Barcelone. José Cases Alfonso est mort à Barcelone le 19 novembre 1998. Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article1465>.]

12 [Sans doute s'agit-il de Mariano Pascual, Agustín, « Marianico ». Pendant la guerre civile, Mariano Pascual avait combattu dans les rangs de la 25<sup>e</sup> Brigade de la 28<sup>e</sup> Division. Au début des années 1940, il était membre du syndicat de la Construction de Barcelone. En 1946, il était le vice-secrétaire de la junte du syndicat et en juin il fut nommé au Comité Régional catalan de la CNT comme secrétaire de la Fédération locale de Barcelone. En juin 1947, il était arrêté et condamné le 4 août à 3 ans et 3 mois de prison. Dans les années 1960, il participa à la formation de l'ASO, ce qui lui valut d'être arrêté à Barcelone le 7 février 1964 avec Francisco Calle Mancilla et José Cases Alfonso. Condamné à 3 ans de prison, il fut libéré en 1965. En 1976, il participa à l'assemblée de Sants (Barcelone) où était reconstituée la CNT. Agustín Mariano Pascual serait mort en 1981 à Barcelone. Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article4630>.]

13 [Le « Felipe » : le FLP (Frente de Liberación Popular) se présentait comme un « frente antifranquista y organización revolucionaria ». Constitué en 1956, ses membres publièrent le bulletin *Révolution socialiste*. Selon Salvador Gurucharri, il fut impulsé au début, en 1956, par un diplomate de carrière, Julio Cerón. De 1958 à 1968, il mobilisa une centaine d'universitaires liés au PCE. Source : Gonzalbo, *Itinéraires*, Lyon, ACL, 2013.]

14 [Voir biographie et nécrologie : <http://losdelasierra.info/spip.php?article6086> et <http://ml.ficedl.info/spip.php?article4323>.]

À la fin du mois de juillet 1966, Ferri et Batoux sont également libérés. Le 31 juillet, Pecunia et Ferri se retrouvent à Paris. Ils ont prévu de se revoir au cours des semaines suivantes pour préparer de nouvelles opérations, mais, dans la nuit du 4 août, après une soirée chez des amis, Pecunia subit un étrange accident sur une route proche de Nantes. Il restera entre la vie et la mort plusieurs semaines, il sortira de l'hôpital à l'automne 1967 et la fracture de la colonne vertébrale le laissera en fauteuil roulant. La police française évoquera toujours et seulement un accident, mais Pecunia croit – grâce aussi au témoignage de son ami Roger Noël<sup>15</sup>, commissaire des Renseignements généraux français – que ce fut une action de la police française avec la participation d'éléments espagnols : « Ils auront probablement voulu me donner une leçon, mais la chose alla au-delà et j'ai survécu par pur hasard », dit Pecunia. Dans ce secteur de la Loire, il y avait de nombreux membres de l'OAS ainsi que ce qui restait des mouvements fascistes de la Cagoule et de la Milice de l'époque de Vichy. Au cours des années suivantes, Pecunia se battra pour connaître la vérité, mais, en juillet 1976, son ultime tentative se conclut par un non-lieu de la justice française.

Les étranges coïncidences ne s'achèvent pas avec cet événement. Le 5 août 1976, juste dix ans après l'accident qu'a subi Pecunia, Bernard Ferri est tué par une chute de pierres au cours d'une escalade à Gavarnie, dans les Hautes-Pyrénées françaises. Ferri ne pouvait pas retourner en Espagne. Celle qui fut sa compagne au cours de ces années-là, Jacqueline Tardivel, est en train de travailler depuis plusieurs années à la biographie de Ferri, qui s'intitulera très probablement *Café des Oiseaux*, du nom d'un café parisien où Ferri, à l'âge de seize ans, rencontra une Gitane qui lui prédit qu'il mourrait jeune d'une blessure à la tête. Tardivel est convaincue que ce fut un accident : « Ces choses-là sont fréquentes au cours des escalades. De plus, les responsables de la chute de pierres se sont identifiés : c'étaient deux professeurs en vacances. Ces mêmes pierres auraient pu toucher les amis de Bernard qui étaient en train d'escalader avec lui. Ce fut une fatalité. »

Batoux fut le seul des trois à ne pas subir d'accident. Au cours des années suivantes, il adhéra au PCF à Bordeaux et il vit à présent à La Courneuve, en périphérie de Paris. En tout cas, Pecunia poursuit son activisme également au cours des années suivantes : la cause espagnole marqua sa vie au moins jusqu'au 23-F\*. Il participa à l'Alliance syndicale ouvrière et au Comité Espagne libre, et, en 1978, Luis Andrés Edo lui proposa de revenir en Espagne libérée pour la CNT, mais il refusa la proposition : « Je ne me voyais pas dans ce rôle », dit-il.

À partir du début des années quatre-vingt, Pecunia se consacra surtout à l'écriture et à son travail de correcteur d'imprimerie. Dans son livre, on trouve une phrase qu'il dit à ses camarades anarchistes français au cours des années soixante : « Le fascisme de demain saura inventer le fascisme sans aucun détenu, sans aucune torture. Parce qu'il sera parvenu à s'insinuer dans la tête de chacun par manipulation ou conditionnement psychologique et qu'il aura su convaincre de l'inutilité de toute tentative quelle qu'elle soit en faveur d'un autre monde possible. Et ce sera le plus dangereux. »

Si l'on observe l'actualité, peut-être Pecunia ne se trompait-il pas. »

*Steven Forti, historien de l'Université Autonome de Barcelone, membre de la rédaction de Atlántica XXII, revue asturienne d'information et de réflexion.*

\*23-F : 23 février 1981, date de la tentative de coup d'État d'une partie de l'armée.

*Traduction Alain Pecunia, mai 2014.*

*Notes : les Giménologues, 8 juillet 2014. Revues le 20 octobre 2014*

---

15 [Voir notice en annexe (document 3) à la fin de l'article *Ombres et hommes*.]